

Editorial¹

Si la réunion du G 8 à Gênes a obtenu un résultat, c'est bien d'avoir mis sur le devant de la scène internationale les multiples fractures de notre monde. L'écart entre les positions adoptées entre les dirigeants des huit pays les plus riches et la situation des Périphéries est consternant.

En effet, si nous reprenons les termes de la déclaration finale, l'ordre économique international libéral actuel est une chance pour les pays des périphéries : « Pour réduire la pauvreté, la stratégie la plus efficace consiste à maintenir une économie mondiale forte, dynamique, ouverte et en croissance. ». Lors d'un entretien accordé à la presse avant le sommet, le président Bush avait exprimé de façon plus directe encore la même idée : « Ceux qui sont prospères doivent mettre en place les politiques nécessaires pour renforcer cette prospérité... Si nos économies ne croissent pas, les pays africains auront beaucoup de mal à se développer »². Un tel message est-il encore crédible ? Car il est des pays d'Afrique qui, librement ou contraints, ont joué le jeu du libre-échange et du libre marché. Ont-ils obtenu un développement plus facile ? En Côte d'Ivoire, la filière du cacao a été libéralisée sous la pression de la Banque mondiale. Le premier effet du "bon fonctionnement" des mécanismes du marché a été une augmentation de la production ivoirienne, encouragée par les prix rémunérateurs de la campagne 1998-99. Toutefois cette augmentation a fini par peser sur l'offre mondiale de cacao, orientant, pour finir, les cours à la

baisse³. Mais cela ne s'est pas arrêté là. Pour les acheteurs européens, la recherche de la croissance est passée par une stricte économie des importations des produits primaires : une directive européenne a autorisé la substitution partielle du beurre de cacao par d'autres matières grasses végétales. La réduction de la demande s'ajoutant à l'accroissement de l'offre a entraîné une chute des cours pour la campagne 1999-2000. Le résultat pratique de l'application des idées libérales est établi par les planteurs ivoiriens qui fixent leurs pertes à 4 milliards sur l'année ; ils considèrent ces pertes comme un préjudice né de la libéralisation imposée, qui devrait donc être imputé à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international.

Ce n'est pas la première fois qu'un pays des périphéries souffre de l'orientation à la baisse du prix de ses exportations. L'extension à la planète entière du marché n'a en rien modifié l'ordre des choses : c'est aux pays des périphéries et à eux seuls de s'ajuster au marché. Ce qu'ont appris les planteurs ivoiriens est que le libre marché, en supprimant les mécanismes publics de garantie de prix ou de revenus, a fait directement retomber sur eux le coût de cet ajustement.

De même les dirigeants du G 8 n'ont pas manqué de reconnaître les efforts accomplis par les gouvernants des pays des Périphéries et de les encourager à poursuivre ceux-ci pour mieux s'intégrer à l'ordre économique international libéral. Le président Bush, une fois encore, va plus loin lorsqu'il conseille aux opposants à cet ordre d'aller « demander à ceux qu'ils prétendent représenter ce qu'ils espèrent, et ils entendront un autre son de cloche ». Qu'en est-il d'une telle adhésion volontaire au "Consensus de Washington" ? En Côte d'Ivoire est-ce le souci d'être un bon élève de l'école libérale qui a conduit le pouvoir politique à réduire les dépenses publiques de 7 % en 2000 ? Ne sont-ce pas plutôt les deux missions du FMI qui se sont succédées à Abidjan qui ont pu imposer leurs "recommandations" à un pays dont la dette extérieure s'élevait à 14,8 milliards de dollars à la fin de 1998 et dont le seul service de la dette

¹ Les événements récents et tragiques auraient justifié, par leur gravité, que l'éditorial de la revue les prenne en compte. Ce numéro 116 était en phase d'achèvement le 11 septembre. Nous avons préféré maintenir l'éditorial prévu, et renvoyer l'examen de cette actualité brutale dans notre numéro de fin d'année, qui portera sur les faits les plus marquants de 2001.

² Cf. *Le Monde*, 19 juillet 2001.

³ Nicole CHEVILLARD, « L'austérité et la crise du cacao compliquent la transition en Côte d'Ivoire », *Le Monde*, 26 avril 2000.

publique extérieure représente près du tiers des dépenses de l'Etat ? Le G 8, tout comme le président Bush ne confondent-ils pas la force de conviction d'une doctrine avec l'absence presque complète de pouvoir de négociation des partenaires des Périphéries ? S'il en était ainsi, le lien qui unit les nations dans cet ordre économique mondial ne serait nullement un intérêt économique partagé, mais une asymétrie de pouvoirs qui soumet le faible au fort.

Enfin les positions des dirigeants du G8 vis à vis des opposants à cet ordre international ne manquent pas de surprendre. Nous trouvons dans les premières lignes de la déclaration finale un grand élan démocratique : « A titre de dirigeants démocratiques responsables envers nos citoyens, nous croyons à l'importance fondamentale d'un débat public ouvert sur les grands problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées ». Toutefois ces propos sont totalement contredits par l'adresse du G8 aux citoyens de Gênes qui conclut la déclaration : « Nous maintiendrons notre dialogue actif et fructueux avec les pays en développement et d'autres intervenants. Et nous défendrons le droit à la protestation pacifique. Toutefois, à titre de dirigeants démocratiques, nous ne pouvons pas laisser une minorité violente perturber nos discussions sur les graves questions qui se posent dans le monde. Nous poursuivrons donc notre action. ». Ces propos ne sont pas éloignés de ceux du président Bush, qui déclarait : « Je dis aussi fermement et clairement que je le peux que les manifestants en Italie ont le droit d'exprimer pacifiquement leur opinion. Mais en

s'opposant au commerce international ils privent les pays en voie de développement de leurs chances de croissance. ».

De nombreux commentateurs ont souligné, là, une coupure profonde entre les "décideurs politiques" et la société civile. Celle-ci est sans doute encore plus profonde, car l'adresse du président Bush, comme celle des autres dirigeants du G 8 sont celles de détenteurs du pouvoir politique aux citoyens, et qui plus est des citoyens en opposition à ce pouvoir. Et que leur disent ces discours : qu'ils ont légalement le droit de s'exprimer, mais que les opinions qu'ils défendent sont, elles, illégitimes. Les décideurs politiques, parce qu'ils "savent" doivent ignorer les citoyens, non parce qu'ils sont minoritaires dans le jeu démocratique, mais parce qu'ils sont "ignares". Les grands choix économiques ne peuvent plus entrer dans le débat démocratique accepté par ceux qui détiennent le pouvoir. L'économie est ainsi placée en dehors du champ du politique.

Que nous sommes loin de nos idéaux démocratiques où collectivement les citoyens prennent en main leur propre destin. L'ordre économique international a-t-il besoin pour se construire d'une telle citoyenneté tronquée ? En consacrant le dossier de ce numéro aux liens entre les droits de l'homme et le développement, *Informations et Commentaires* aborde cette actualité : l'imbrication du champ politique de la citoyenneté avec celui de l'économie.

Patrice ALLARD